



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CREUSE

ISSN – 0990 – 8935

Recueil des Actes Administratifs

Préfecture de la Creuse

Spécial n°1 publié le 03/01/2012

Spécial n° 1

Subdélégations de signature

Sommaire

Hors Département

Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi

- | | |
|---|---|
| Arrêté portant subdélégation de signature relative à la compétence administrative générale à Mme Béatrice JACOB, responsable à l'unité territoriale de la Creuse. | 1 |
| Arrêté portant subdélégation de signature relative aux pouvoirs propres à Mme Béatrice JACOB, responsable de l'unité territoriale de la Creuse. | 3 |

Autre

Arrêté portant subdélégation de signature relative à la compétence administrative générale à Mme Béatrice JACOB, responsable à l'unité territoriale de la Creuse.

Administration :

Hors Département

Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi

Signataire : Directeur DIRECCTE

Date de signature : 02 Janvier 2012

**Portant subdélégation de signature relative à la compétence administrative générale à
Béatrice Jacob, responsable de l'unité territoriale de la Creuse**

**Le directeur régional des entreprises, de la concurrence,
de la consommation, du travail et de l'emploi du Limousin**

Vu le code du travail,

Vu le code de la santé publique,

Vu le code de l'entrée et de séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA),

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

Vu le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté interministériel du 9 février 2010 nommant M. Patrice GRELICHE directeur des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi du Limousin, à compter du 15 février 2010,

Vu l'arrêté n° 2011-257-03 du 14 septembre 2011 de M. Claude SERRA, Préfet de département de la Creuse, donnant délégation de signature à M. Patrice GRELICHE, Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Limousin,

Vu l'arrêté interministériel du 1^{er} juin 2010 nommant Mme Béatrice JACOB, directrice du travail, responsable de l'unité territoriale de la Creuse,

Arrête

Article 1 : Subdélégation de signature est donnée à Béatrice JACOB, responsable de l'unité territoriale de la Creuse, pour signer, dans le cadre de ses attributions et compétences exercées dans le département de la Creuse, toutes décisions et correspondances, à l'exception :

- des conventions liant l'État aux collectivités territoriales, à leurs groupements et à leurs établissements publics.
- des correspondances et décisions administratives adressées aux parlementaires, aux cabinets ministériels, aux directeurs généraux d'administration centrale, aux présidents des assemblées régionales et départementales, aux maires des communes chefs lieux de département.
- des arrêtés fixant la composition des commissions prévues par le code du travail et la liste des médiateurs.
- des actes relatifs au contentieux administratif à l'exception de ceux entrant dans le cadre des attributions qui relèvent du code du travail.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Béatrice JACOB, subdélégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Jean-Paul LEGROS, directeur adjoint du travail, à effet de signer les actes visés ci-dessus.

En cas d'absence ou d'empêchement de Jean-Paul LEGROS, subdélégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Laurent ABRAHAM, attaché d'administration des affaires sociales, à effet de signer les actes visés ci-dessus.

Article 3 : l'arrêté en date du 15 septembre 2011 est abrogé.

Article 4 : La responsable de l'unité territoriale de la Creuse, le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi du Limousin et les subdélégués désignés sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département de la Creuse.

Fait à Limoges, le 2 janvier 2012
Le Directeur régional des entreprises,
de la concurrence, de la consommation,
du travail et de l'emploi du Limousin
Signé : Patrice GRELICHE

Autre

Arrêté portant subdélégation de signature relative aux pouvoirs propres à Mme Béatrice JACOB, responsable de l'unité territoriale de la Creuse.

Administration :

Hors Département

Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi

Signataire : Directeur DIRECCTE

Date de signature : 02 Janvier 2012

**Portant délégation de signature relative aux pouvoirs propres
à
Béatrice Jacob, responsable de l'unité territoriale de la Creuse**

**Le directeur régional des entreprises, de la concurrence,
de la consommation, du travail et de l'emploi du Limousin**

Vu le code du travail,

Vu le code rural,

Vu le code de l'éducation,

Vu le code de l'action sociale et des familles,

Vu le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté interministériel du 9 février 2010 nommant M. Patrice GRELICHE, directeur des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi du Limousin, à compter du 15 février 2010,

Vu l'arrêté interministériel du 1^{er} juin 2010 nommant Mme Béatrice JACOB, directrice du travail, responsable de l'unité territoriale de la Creuse,

Arrête

Article 1 : Délégation de signature est donnée à Béatrice JACOB, responsable de l'unité territoriale de la Creuse, pour signer les actes et documents relatifs aux pouvoirs propres du DIRECCTE ci-dessous énumérés :

* Sauf mention d'un autre code, les références législatives et réglementaires concernent le code du travail

Articles	Domaine
	Alternance
L.6224-5, R.6224-7 et R.6224-8	Contrôle de la validité de l'enregistrement du contrat d'apprentissage par les chambres consulaires
L.6225-5	Décision de reprise ou non de l'exécution du contrat d'apprentissage
L.6225-6	Interdiction de recruter de nouveaux apprentis et des jeunes titulaires d'un contrat d'insertion en alternance
D.6325-2	Enregistrement et contrôle de légalité du contrat de professionnalisation
L.6325-22 et R.6325-20	Contrat de professionnalisation : retrait du bénéfice de l'exonération de cotisations sociales
	Durée du travail
L.3121-36 et R.3121-28	Dérogation à la durée moyenne maximale hebdomadaire de 44 heures calculée sur 12 semaines consécutives
L.713-13, R.713-26 et R.713-28 du code rural	Dérogation à la durée moyenne maximale hebdomadaire de 44 heures calculée sur 12 semaines consécutives
L.3121-35 et R.3121-23	Dérogation à la durée hebdomadaire maximale de 48 heures
L.713-13 du code rural et R.713-32 du code rural	Dérogation à la durée hebdomadaire maximale de 48 heures
	Durée du travail
R.3122-7	Décision de suspension de la faculté de récupération pour certaines professions en cas de chômage extraordinaire et prolongé
R.3122-16	Affectation à des postes de nuit en l'absence d'accord
D.3121-16	Dérogation à la durée quotidienne maximale du travail
R.3122-12	Dérogation à la durée quotidienne maximale du travail en cas de travail de nuit

L.3132-14, L.3132-16 R.3132-9 et R.3132-10	Dérogation au repos hebdomadaire (travail en continu et équipes de suppléance)
R.3121-26	Dérogation à la durée maximale hebdomadaire maximale moyenne du travail concernant un secteur d'activité
	Egalité professionnelle
L.1143-3 et D.1143-6	Décision d'opposition au plan pour l'égalité professionnelle
	Groupements d'employeurs
L.1253-17 et D.1253-4 à 11	Décision d'opposition à l'exercice de l'activité du groupement d'employeurs
R.1253-22	Décision d'agrément ou de refus d'agrément du groupement d'employeurs
R.1253-26	Demande au groupement d'employeurs de choisir une autre convention collective
R.1253-27, R.1253-28 et R.1253-29	Retrait de l'agrément
	Licenciements économiques
L.1233-52 D.1233-11 à D.1233-13	Décision portant constat de carence du plan de sauvegarde de l'entreprise défini à l'article L.1233-61
L.1233-41 et D.1233-8	Décision réduisant ou refusant de réduire le délai de notification des licenciements économiques aux salariés
L.1233-56, D.1233-12 et 13	Avis sur une irrégularité de procédure dans un projet de licenciement pour motif économique
L.1233-57 et D.1233-13	Propositions pour compléter ou modifier le plan de sauvegarde de l'emploi
L.3232-9 et R.3232-6	Allocation complémentaire : proposition au préfet de versement directe aux salariés de la part de l'Etat
	Demande d'homologation d'une rupture conventionnelle de contrat de travail
L.1237-14 et R.1237-3	Décision portant homologation ou refus d'homologation, ou irrecevabilité d'une demande de rupture conventionnelle d'un contrat de travail à durée indéterminée
	Santé et sécurité au travail
L.4721-1	Mise en demeure de prendre des mesures pour remédier à une situation dangereuse résultant d'un non-respect des dispositions des articles L.4121-1 à 5 et L.4522-1
L.4721-1	Mise en demeure de prendre des mesures pour remédier à une situation dangereuse résultant d'une infraction aux dispositions de l'article L.4221-1
R.4214-28	Décision accordant ou refusant d'accorder une dispense concernant l'aménagement des lieux de travail en tenant compte de la présence de travailleurs handicapés
R.4533-6	Décision accordant ou refusant d'accorder les dérogations aux dispositions des articles R.4533-2 à 7
Arrêté du 23/07/1947	Décision accordant ou refusant d'accorder une dispense concernant la mise à disposition des douches journalières pour le personnel effectuant des travaux salissants visés aux annexes I et II de l'arrêté
L.4741-11	Avis au tribunal sur le plan de réalisation des mesures propres à rétablir des conditions normales de santé et de sécurité au travail
	Santé et sécurité au travail
L.1242-6 et D.1242-5 L.1251-10 et D.1251-2 L.4154-1, D.4154-3 à D.4154-6	Dérogation à l'interdiction de conclure un contrat de travail à durée déterminée ou un contrat de travail avec une entreprise de travail temporaire pour effectuer certains travaux dangereux
R.4152-17	Local dédié à l'allaitement : autorisation de dépasser provisoirement le nombre maximal d'enfants pouvant être accueillis dans un même local
R.4612-32	Prévention des risques d'explosion : dispense de l'autorité administrative
R.4227-55	Prévention des risques d'explosion : dispense de l'autorité administrative à un établissement
R.4533-6 et R.4533-7	Dérogation aux règles d'accès au chantier ou de raccordement à un réseau d'eau potable et d'électricité

Syndicats et institutions représentatives du personnel	
<i>Délégué syndical</i>	
L.2143-11 et R.2143-6	Décision de suppression du mandat de délégué syndical
<i>Délégués du personnel</i>	
L.2312-5 et R.2312-1	Décision imposant l'élection de délégués du personnel de site Décision fixant le nombre et la composition des collèges électoraux Décision fixant le nombre des sièges et leur répartition entre les collèges
L.2314-11 et R.2314-6	Décision de répartition du personnel dans les collèges électoraux et de répartition des sièges entre les différentes catégories de personnel
L.2314-31 et R.2312-2	Reconnaissance du caractère d'établissement distinct ou de la perte de qualité d'établissement distinct
<i>Comité d'entreprise</i>	
L.2312-5 et R.2312-1	Reconnaissance du caractère d'établissement distinct ou de la perte de la qualité d'établissement distinct
L.2322-7 et R.2322-2	Décision autorisant ou refusant d'autoriser la suppression du comité d'entreprise
L.2324-13 et R.2324-3	Décision fixant la répartition du personnel entre les collèges électoraux et répartition des sièges entre les différentes catégories de personnel
L.2322-5 et R.2322-1	Décision reconnaissant la qualité d'établissement distinct Décision constatant la perte de la qualité d'établissement distinct
L.2327-7 et R.2327-3	Décision fixant le nombre d'établissements distincts et la répartition des sièges entre les différents établissements pour les élections au comité central d'entreprise
<i>Comité de groupe</i>	
L.2333-4 et R.2332-1	Décision répartissant les sièges au comité de groupe entre les élus du ou des collèges électoraux
L.2333-6 R.2332-1	Désignation du remplacement d'un représentant du personnel ayant cessé ses fonctions
R.2323-39	Surveillance des biens du comité d'entreprise
<i>Comité d'entreprise européen</i>	
L.2345-1 et R.2345-1	Décision accordant la suppression du comité d'entreprise européen
Emploi des travailleurs handicapés	
L.5212-9 et R.5213-39	Décision de reconnaissance de la lourdeur du handicap
R.6222-58	Attribution de la prime aux apprentis travailleurs handicapés
R.241-24 du code de l'action sociale et des familles	Proposition de désignation de deux représentants des organisations syndicales à la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées
Titre professionnel délivré par le ministère de l'emploi	
Arrêté du 09/03/06	Délivrance des titres du ministère de l'emploi Décision suspendant ou annulant des opérations de validation d'un titre professionnel
R.338-6 du code de l'éducation	Désignation du jury du titre professionnelle et des certificats complémentaires
Titre professionnel délivré par le ministère de l'emploi	
R.338-7 du code de l'éducation	Délivrance du titre professionnel, des certificats de compétences
R.338-8 du code de l'éducation	Organisation des sessions de validation à la délivrance du titre professionnel
Travail à domicile	
R.7413.2	Demande de vérification de la comptabilité du donneur d'ouvrage
L.7422-2 et R.7422-2	Avis au Préfet sur la composition de la commission départementale compétente pour donner un avis sur les temps d'exécution
Mannequinat	
L.7123-14 et R.7123-8	Mannequins et agences de mannequins Avis au préfet sur la demande de délivrance de la licence d'agence de mannequins

L.7124-1 et R.7124-4	Enfants dans le spectacle, les professions ambulantes, la publicité et la mode Instruction de la demande d'autorisation individuelle d'embauche d'un enfant de moins de 16 ans
	Caisse des congés payés bâtiment BTP
L.3141-30 et D.3141-35	Composition de la commission de la caisse des congés payés
	Salaire
L.3232-9 et R.3232-6	Allocation complémentaire : Proposition au préfet de versement direct aux salariés de la part de l'État
	Accord d'intéressement ou de participation, règlement d'un plan d'épargne salariale
L.3345-2	Demande de retrait ou de modification des dispositions illégales
L.3313-3, L.3345-1, D.3313-4 et D.3345-5	Accusé réception des accords de d'intéressement
L.3323-4, L.3345-1, D.3323-7 et D.3345-5	Accusé réception des accords de participation
L.3332-9, L.3345-1, R.3332-6 et D.3345-5	Accusé réception des plans d'épargne salariale et de leur règlements
	Négociation collective
D.2231-3 à 9	Enregistrement des conventions et accords collectifs de travail et des procès-verbaux de désaccord
L.3313-3 et 4, L.3332-9, D.3313-4, D.3323-7 et D.3332-6	Dépôt des accords d'intéressement et de participation et des plans d'épargne d'entreprise
L.3345-2, D.3345-1 et 5	Contrôle en matière d'intéressement et de participation
	Conseillers Prud'hommes
L.1441-32 et D.1441-78	Avis au Préfet sur la liste et la circonscription des bureaux de vote
	Commission départementale de conciliation
R.2522-14	Avis au préfet pour la nomination des membres des commissions
	Indemnisation des travailleurs involontairement privés d'emploi
R.5422-3	Détermination du salaire de référence pour les travailleurs migrants
L.5424-7 D.5424-8 et D.5424-10	Détermination des périodes d'arrêt saisonnier de travail
	Contribution spéciale pour emploi d'étranger sans titre de travail
L.8253-1 et L.8253-7 R.8253-5 et R.8253-11	Engagement de la procédure préalable à la décision de l'OFII et avis sur la détermination de la contribution
L.8254-4, R.8254-7 et D.8254-11	Engagement de la procédure préalable à la décision de l'OFII et avis sur la possibilité de faire application de la règle de la solidarité financière du donneur d'ordre

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Béatrice JACOB, délégation de signature est donnée à Jean-Paul LEGROS, directeur adjoint du travail, à effet de signer les actes visés ci-dessus.

En cas d'absence ou d'empêchement de Jean-Paul LEGROS, délégation de signature est donnée à Laurent ABRAHAM, attaché d'administration des affaires sociales, à effet de signer les actes visés ci-dessus.

En cas d'absence ou d'empêchement de Laurent ABRAHAM, délégation de signature est donnée à Régis PARAYRE, inspecteur du travail, à effet de signer les actes visés ci-dessus.

Article 3 : L'arrêté en date du 5 mai 2011 est abrogé.

Article 4 : La responsable de l'unité territoriale de la Creuse, le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi du Limousin et les délégués désignés sont chargés de l'exécution de la présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département de la Creuse.

Fait à Limoges, le 2 janvier 2012

Le Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi du Limousin

Signé : Patrice GRELICHE